

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

Pour la rectrice de Normandie, les E3C « se passent bien dans 90 % des cas »

Thomas DUBOIS

11-13 minutes

Il y a deux semaines, le rectorat assurait que toutes les épreuves d'E3C se tenaient « sans difficulté majeure ». Depuis, des perturbations ont eu lieu ici et là. Quel est votre constat aujourd'hui ?

Christine Gavini-Chevet : « Cela se passe globalement bien. Nous avons 94 établissements sur 134 qui ont passé les épreuves. Parmi ces 94, il y en a environ 10 % où l'examen a été dérangé, ce n'est pas énorme. Évidemment, lorsqu'il y a des perturbations, il y a un effet de loupe... Mais on ne voit pas toutes les épreuves qui sont passées sans problème. Je rappelle que ce sont 25 000 élèves concernés par ces E3C, dont la majeure partie a composé dans un climat serein. Après, il y a eu des établissements, comme au lycée Dumézil de Vernon [[évacué après que des élèves ont mis le feu à du papier toilette dans les wc, lundi, NDLR](#)], où les épreuves ont dû être interrompues : dans ce cas, nous les reportons. Jusqu'à présent, tous ces reports se sont bien passés. Et puis, il y a aussi des situations où des élèves ont refusé de passer l'épreuve : dans ces conditions-là, nous l'avons déjà dit, la règle qui s'applique, c'est l'attribution d'un zéro, comme dans tout examen. »

Les parents de la FCPE et les syndicats enseignants vous appellent à la bienveillance sur ce sujet-là.

« Nous avons reçu beaucoup de courriers de parents très inquiets. Nous regardons au cas par cas : pour les élèves qui ont été empêchés de passer l'épreuve, cela va de soi, il y aura une session de rattrapage. »

Comment faire pour distinguer les élèves qui ont œuvré dans les blocages de ceux qui les ont subis ?

« Nous avons demandé aux proviseurs de faire ce travail, et nous invitons les élèves et leurs parents à nous écrire pour nous expliquer les raisons pour lesquelles ils n'auraient pas pu participer. Mais je pense que les lycéens ayant bloqué en toute connaissance de cause seront très peu nombreux. »



A partir de 1€

L'ABONNEMENT NUMÉRIQUE

- Accès à 100% des contenus sur le site web
- Votre journal et ses suppléments en version numérique

JE M'ABONNE

« Le contrôle continu consiste à faire confiance aux professeurs »

Malgré tout, même minoritaires, ces perturbations posent la question de l'équité des conditions dans lesquelles ces E3C se sont déroulées. Quelles seront la valeur et la légitimité de ces épreuves ?

« Certains syndicats contestent le principe même du contrôle continu. Pour nous, la réponse est simple : le contrôle continu consiste à faire confiance aux professeurs sur la façon dont ils évaluent leurs élèves. Je rappelle aussi que 80 % de

l'enseignement supérieur repose sur le contrôle continu : de la même manière, ce sont les enseignants qui évaluent leurs élèves. Et cela ne pose aucun problème ! Contrairement à ce qui est dit, il ne s'agit pas aujourd'hui d'un bac "local", mais d'un examen qui, comme la plupart des examens dans le monde et en Europe, comporte une part de contrôle continu. Concernant la passation même des épreuves : s'il y a eu des perturbations importantes, une fois de plus, nous organiserons des sessions de rattrapage. [C'est le cas notamment pour la session d'anglais à Lillebonne](#). Tout examen, tout concours peut avoir ses aléas, nous avons l'habitude de faire face à ce genre de situation. »

Il n'y aura donc pas d'annulation des résultats de ces premiers E3C, comme le réclament certains.

« Non. Il y a, au ministère, un comité de suivi de cette réforme du bac, qui fait des propositions d'aménagements. Certains programmes ont notamment été allégés, en français, en histoire ou encore en mathématiques, suite aux réclamations des enseignants. Concernant les E3C, il y aura aussi certainement des aménagements. On n'annule pas ces épreuves, mais on prendra en compte les choses qui ont moins bien fonctionné. Et je rappelle, encore une fois, qu'en Normandie, les épreuves se sont bien passées dans 90 % des établissements, sans aucun bruit. Il faut replacer les choses dans leur juste proportion. »

Le Snes-FSU, syndicat enseignant majoritaire, dénonce des intimidations, mais aussi le recours, dans certaines situations, aux forces de l'ordre. Vous assumez cette fermeté ?

« Il faut que j'assure la sécurité des personnels, des élèves et des bâtiments. Quand il y a un blocage, de façon normale et logique, je fais appel aux forces de l'ordre pour que cela ne

dégénère pas. Ce n'est pas de l'intimidation, je leur demande de m'aider à faire en sorte que cela se passe bien. Dans ces groupes qui bloquent les établissements, il n'y a pas que des élèves et des professeurs, ne soyons pas naïfs. Il y a des gens dont le seul objectif est d'envenimer la situation : c'est ce qui s'est passé à Vernon. Les forces de l'ordre, je leur demande de rester en marge, d'observer, et de n'intervenir que s'il y a un danger pour les élèves. Oui, j'assume la fermeté vis-à-vis de ces débordements. Des plaintes ont d'ailleurs été déposées, par des proviseurs et le rectorat. »

Y aura-t-il des sanctions à l'égard des enseignants ayant participé aux blocages ?

« Nous regarderons aussi au cas par cas. Certains ont effectivement franchi la ligne rouge, mais ils sont très rares. »

Au-delà des E3C, on l'a vu récemment sur la question des retraites, la communauté enseignante est actuellement très anxieuse. Que lui dites-vous ?

« C'est vrai, nous ressentons une forte inquiétude. Nous essayons de rassurer les enseignants en leur disant que les réformes ne sont pas faites contre eux, mais avec eux, et en reconnaissant leur travail. Je crois aussi que nous avons fait beaucoup pour le premier degré dans cette académie, en faisant baisser les taux d'encadrement, parce qu'il y a un vrai besoin pour les apprentissages fondamentaux. Cet objectif de 24 élèves par classe, fixé par le président de la République, nous essayons de l'atteindre progressivement. On a créé les dédoublements dans les REP [*réseaux d'éducation prioritaire*] et REP + dans la majeure partie de l'académie, ainsi qu'en milieu rural... Je pense que tous ces gestes, à force, vont produire leurs effets. Les chiffres sont là, mais ils ne sont pas forcément entendus. Sur la

réforme des retraites, il y a cette revalorisation salariale inédite : 10 milliards d'euros. Cela ne s'est jamais vu dans l'histoire. Et c'est normal, les salaires des enseignants sont trop faibles, surtout dans le premier degré. Dès que les promesses vont s'incarner sur la fiche de paie, les professeurs se rendront compte de l'attention portée à leur métier. Mais il y a une forme de suspicion qui s'est installée, et qu'il est difficile de contrer. »

« Cette première session a confirmé nos pires craintes »

Lillebonne, Yvetot, Vernon, Le Havre, Val-de-Reuil, Déville-lès-Rouen, Louviers... Même s'il s'agit de situations minoritaires aux yeux du rectorat, la liste des établissements où les E3C ont fait l'objet de perturbations, ou de tentatives de déstabilisations, n'est pas anodine. Un énième rassemblement devant les grilles du lycée Delamare-Deboutteville, à **Forges-les-Eaux**, où doivent débiter les épreuves de contrôle continu, a eu lieu mardi matin.

*« Nous disposons d'un nombre incroyable d'anecdotes de dysfonctionnements : des épreuves organisées sans surveillance, des élèves entrés avec leurs portables, etc., rapporte **Claire-Marie Feret**, co-secrétaire académique du Snes-FSU. Cette première session d'E3C a confirmé nos pires craintes en termes de désorganisation et de rupture d'égalité face à l'examen. »*

Le syndicat enseignant continue de réclamer l'annulation pure et simple de ces épreuves, mais envisage également des recours juridiques, *« en contact avec les parents d'élèves de la FCPE »*. Au moins, selon Claire-Marie Feret, pour *« qu'aucun élève ne soit sanctionné »*. Car selon la responsable du Snes-FSU, *« les lycéens se sont retrouvés en première ligne, avec des tentatives d'intimidation : certains ont été menacés de passer en conseil de discipline, d'autres d'avoir un zéro »*.

Dans certains cas (à Val-de-Reuil ou Lillebonne), la présence policière a été sollicitée, renforçant, selon Claire-Marie Feret, le « *c limat de violence* ». Côté enseignants, « *il demeure une vraie amertume* », assure-t-elle, face à « *ces conditions d'examen déplorables* ».

La FCPE veut « l'annulation des résultats »

La Fédération des conseils de parents d'élèves ne décolère pas contre ces E3C et leurs conditions d'organisation.

« *Les élèves sont asphyxiés*, écrit dans un communiqué l'association nationale. *Dans certains établissements, ce sont les gaz lacrymogènes, les gardes à vue, le confinement pour passer les épreuves... Mais tous sont sous la pression des examens et l'impréparation de la mise en place des E3C.* »

Face aux menaces de zéro aux auteurs de troubles, la FCPE réclame « *la clémence et l'indulgence pour les élèves* » et souhaite que les reports et sessions de rattrapage soient accessibles, sans distinction, à tous les lycéens « *qui n'ont pas été présents lors de la première série d'E3C* ».

Anomalies

Dans l' **Eure**, alors que des manifestations et blocages ont perturbé les épreuves à [Val-de-Reuil](#), à [Louviers](#) ou encore à [Vernon](#), la FCPE départementale, par la voix de son président, **Denis Suire**, exige « *l'annulation de la prise en compte de ces résultats* » des E3C, « *en raison des problèmes constatés* ».

« *Sujets déjà connus via les contacts avec d'autres établissements puisque ces épreuves se répartissent dans notre département depuis le 27 janvier et jusqu'aux prochaines vacances d'hiver, absences de signature des feuilles d'émargement pendant les séances, calculatrices non mises en*

mode examen »... Denis Suire liste les anomalies et dysfonctionnements ainsi remontés jusqu'aux oreilles des parents, posant de fait la question de l' « *égalité de traitement entre tous les lycéens* ».

« *Cela signe la fin d'un bac qui avait une même valeur, quel que soit son lycée d'origine* », a notamment déclaré ce dernier il y a quelques jours, lors d'un Conseil académique de l'Éducation nationale, à **Rouen**. « *Les fuites et l'échelonnement sur un mois de cette première vague rendent ces épreuves purement inégalitaires.* »

Malgré tout, au nom du « *dialogue constructif* », « *nous privilégions le passage des épreuves* » et « *encourageons les élèves à se présenter* », souligne Denis Suire auprès de *Paris-Normandie*.

contrôle

Au plan national, alors que les syndicats enseignants les plus farouchement opposés à la réforme du bac revendiquent toujours son abandon, la FCPE prône plutôt « *la mise en place d'un véritable contrôle continu, qui laisse toute sa place pour apprendre, analyser ses erreurs et progresser avec les équipes éducatives* ».